

Dynamiques et perspectives du secteur de la finance en RDC

RDC. Note de Jean-Paul Mvogo* pour CAPafrique, septembre 2009

Pays souvent relégué à la rubrique faits divers et conflits, la République Démocratique du Congo célébrera en 2010, comme nombre de pays africains, ses 50 ans d'indépendance. État-continent promis à un brillant avenir en 1960, la RDC n'a malheureusement pas rempli toutes les promesses de la prophétie en raison des troubles qui l'ont secoué au cours des 15 dernières années.

Suite à la transition politique, à l'apaisement de ses relations avec le Rwanda et au rebond observé sur le marché des matières premières, ce pays suscite de nouveau l'intérêt des investisseurs internationaux. En fait, bien au-delà du traditionnel intérêt pour ses différentes ressources minières, les futurs relais de croissance du secteur privé congolais sont à rechercher dans les secteurs secondaire et tertiaire. S'inscrivant dans le cadre d'une série de trois articles, cette contribution entend présenter quelques unes des dynamiques traversant un des secteurs phare de l'économie congolaise: son système bancaire. Ce dernier constitue un des piliers de la reconstruction de la RDC. En effet, sans un secteur financier fort, à même de financer efficacement le développement, des objectifs aussi précieux que la diversification économique, la promotion de l'égalité des chances dans l'entrepreneuriat ou l'accès pour tous aux services financiers ne seront pas atteints.

La recomposition en cours du système bancaire congolais devrait permettre d'améliorer sa profondeur, la diversité et la qualité de ses produits, l'éventail des clientèles et les marges de manœuvre des acteurs bancaires ainsi que l'atteste cet état des lieux du secteur.

Ainsi, pour le compte de l'exercice 2008, la BCDC (*Banque Commerciale du Congo*), filiale du groupe français BNP-Paribas, affichait une rentabilité des fonds propres (ROE) de 17,4 %. À titre de comparaison, en 2005, soit bien avant la crise financière, le ROE moyen des grandes banques américaines et françaises étaient respectivement de 15,5 % et 13,9 %.

Si les performances de ces banques, largement orientées vers une clientèle de grands comptes « *corporate* » ou publics sont dans la lignée de ce que l'on pourrait attendre de tels établissements, certains acteurs opérant aussi bien sur ces marchés traditionnels qu'auprès de clientèles marginalisés (financement des micros, petites, et moyennes entreprises, par exemple) témoignent aussi d'une excellente rentabilité financière à l'instar de *ProCreditCongo* (filiale locale du groupe allemand *ProCredit Holding*), dont le ROE 2008 a atteint 48 % et qui détient la moitié des comptes bancaires.

Malgré le tassement de la profitabilité et des encours observé depuis quelques mois (les dépôts et les crédits bancaires, après avoir crû de respectivement 34 % et 93 %, ont fléchi de 8,1 et 3,9 % au cours du premier semestre 2009), ces performances suscitent des vocations. Ainsi, en moins d'un an, 8 établissements ont sollicité et obtenu un agrément auprès de la Banque Centrale du Congo, faisant passer le nombre de banques opérant en RDC de 13 à 22 (dont présentement 17 déjà opérationnelles) et probablement 24 en 2010.

Ces arrivées structurent le paysage économique congolais autour de deux catégories d'acteurs: les « *Anciens* », les établissements qui ont vécu les hauts et les bas de l'économie congolaise et les « *Nouveaux* », vecteurs de nouvelles dynamiques sectorielles. Dans le premier groupe, on retrouve la BCDC, présente depuis 1909 en RDC et des banques opérant en RDC depuis au moins deux décennies telles que *Citigroup*, la *Banque Congolaise*, la BIAC (héritière de l'ex *Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest*, BIAO) ou la *Stanbic Bank Congo*.

Du côté des nouveaux, on retrouve des acteurs en quête de diversification comme la *Rawbank* (filiale du groupe Rawji, un des grands conglomérats de l'économie congolaise), des banques à vocation panafricaines (*Ecobank*, *Afriland*, *Fibank*) ou ciblant des clientèles souvent marginalisées par les banques traditionnelles comme les PME ou la classe moyenne (*Advans Bank* ou *ProCredit*). Par ailleurs, depuis quelques mois, des institutions financières spécialisées dans les opérations de transfert d'argent rejoignent le groupe des « *Nouveaux* » et optent pour le statut bancaire.

Cette multiplication d'acteurs, source de concurrence et d'innovation, ne peut que stimuler un système bancaire que l'*Association des Banques Congolaises* juge encore peu profond: fin juin 2009, le total bilan de ses acteurs s'élevait à 1,6 milliard de dollars soit 12 % du PIB contre 32 % en Afrique d'après le rapport *Making Finance Work For Africa* de la *Banque Mondiale*. Par ailleurs, fin juin, les crédits accordés à l'économie représentaient 5,7 % du PIB, contre une moyenne africaine de près de 18 % en 2006. À sa décharge, le système bancaire congolais revient de loin. Il a traversé des épisodes d'hyperinflation qui ont érodé les actifs bancaires (années 1990) et réduit le réseau d'exploitation. Il a aussi pâti d'une décennie politiquement difficile (années 2000) qui a réduit le volume des opérations. Mais, il rattrape vite le temps perdu. En 2008, la contribution du secteur au PIB représentait deux fois et demi celle de 2004 et elle n'a cessé de croître tout au long de cette période. En l'espace de quatre ans, soit de 2004 à 2008, le volume des dépôts a crû de 266 %, celui des crédits de 650 % et l'ensemble d'acteurs du secteur espère récolter les fruits de la reconstruction et du retour à la stabilité.

Plusieurs facteurs poussent à l'optimisme et ce malgré les effets de la crise qui réduisent le volume des opérations. Avec les premiers signes de reprise dans de nombreux pays grands consommateurs de matières premières, le secteur minier congolais, un des piliers de l'économie congolaise (14,1 % du PIB en 2008) reprend des couleurs. Après la baisse du cours du cuivre en dessous de 3 000 \$/tonne, le retour au-dessus du seuil des 6 000 \$/tonne dans les prochains mois devrait relancer l'activité dans l'Est du pays et alimenter les opérations des banques finançant ce secteur.

Les établissements financiers bénéficieront, par ailleurs, de l'amélioration des marges de manoeuvre budgétaire de l'État congolais. En effet, si celui-ci satisfait aux différentes conditionnalités des bailleurs de fonds, il pourrait bénéficier d'une réduction substantielle de son endettement mi 2010 (initiative PPTE) et utiliser les marges libérées par le service de la dette pour financer des programmes de développement et payer ses créances internes. Autant d'éléments à même d'alimenter la consommation, l'épargne et l'investissement. Activités qui auront des répercussions immédiates sur le Produit Net Bancaire des acteurs du système financier congolais. Ces derniers se positionnent aussi pour accueillir les investisseurs internationaux qui se bousculent au portillon de la RDC à l'instar d'*Areva* dans les mines, *Lafarge* dans le ciment, *Aéroports De Paris* engagé dans la réorganisation des aéroports congolais ou *France Telecom* séduite par les potentialités du secteur des télécommunications en RDC.

Au-delà des relations avec les grands groupes internationaux, d'autres acteurs entendent tirer les dividendes de la reconstruction en faisant le pari d'une forte croissance des besoins des PME et de la classe moyenne congolaise. Ceux-ci sont énormes tant la bancarisation est faible. Avec seulement 0,3 % de la population bancarisée contre une moyenne de 11 % en Afrique subsaharienne, le potentiel de rattrapage est immense. Des institutions spécialisées dans la microfinance ont fait ce pari (*Procredit* et récemment *Advans Bank*, une filiale du groupe *Horus* qui s'est implantée en 2009 à Kinshasa avec le soutien de la BAD).

Les banques classiques investissent elles aussi le champ de ces clientèles jusque là atypiques en mettant en oeuvre des stratégies dites de « *downscaling* » (mise en oeuvre de solutions bancaires à même de répondre aux besoins des strates non ou faiblement bancarisées aussi bien dans le segment des PME que des particuliers). A titre d'exemple, la *Rawbank* proposera désormais, grâce à une ligne de crédit de 7 millions de dollars octroyée par la SFI, un volume de prêts plus important aux PME.

Pour être à même de remplir ces différents objectifs, les banques innovent dans tous les domaines. Ainsi, en quelques mois, l'ensemble des acteurs a étoffé son offre monétique (installations de nombreux distributeurs automatiques, affiliation aux grandes franchises internationales de cartes que ce soit *Visa* ou *Mastercard*, mise en oeuvre de solutions e-Banking). Plusieurs d'entre elles se sont engagées dans des stratégies d'ouvertures d'agences bancaires à Kinshasa comme en provinces, ciblant les zones les plus prometteuses comme les centres commerciaux en cours de construction par les groupes de distribution *Hasson et Frères* ou *Peloustore*. Au-delà de ces investissements physiques, les banques congolaises n'ont jamais été aussi actives en matière de marketing institutionnel.

Les promesses des investissements réalisés par les banques se matérialiseront si elles réussissent à surmonter dans l'immédiat les effets de la crise actuelle. La décision prise par plusieurs acteurs bancaires d'affecter une part importante de leurs résultats 2008 au renforcement de leurs fonds propres constitue un point positif. Au-delà, leur potentiel de croissance est largement tributaire de la stabilité politique mais aussi de nombreuses réformes en cours d'adoption.

Les banques congolaises devraient ainsi bénéficier de la campagne d'assainissement du climat des affaires lancé par les autorités (le pays a été classé 181^e du rapport *Doing Business 2009* de la Banque Mondiale), de l'adhésion de la RDC à l'*Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires* (OHADA) et plus largement de la réduction de la contrainte énergétique suite au début de réfection de l'infrastructure électrique nationale. Le vote par le Parlement de règles bancaires plus souples dans des domaines aussi variés que les formalités de constitution/modification des statuts et organes dirigeants ou le provisionnement des créances pourraient aussi contribuer fortement à l'essor du secteur.

Ces réformes devraient permettre aux acteurs bancaires congolais de rejoindre le top 50 des premières banques africaines – un objectif somme toute normal au vu des potentialités du pays – mais aussi de partir à la conquête du continent africain (à l'instar de nombreuses banques d'Afrique de l'Ouest). Voire, d'ouvrir des agences au sein de pays de l'OCDE afin de proposer des services à une clientèle solvable : la diaspora congolaise. La *BIAC* s'est lancée sur ce chemin en ouvrant en juillet 2009 une agence bancaire à Paris. Le potentiel économique dans ce domaine est symbolisé par un chiffre : en 2006, les transferts de migrants représentaient 7,6 % du PIB congolais. À méditer... ■

***Jean-Paul Mvogo** est le responsable du pôle finances de CAPafrique et chef de projet d'Optimise Africa (www.optimiseafrica.com).